

Unité Départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041- Toulon cedex 9

Toulon, le 31/01/2022

Références : D-UD83-2022-0057

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



OTTAVIANI ET FILS

ZAC DE NICOPOLIS
RUE DE LA CREATION
83170 BRIGNOLES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement OTTAVIANI ET FILS implanté ZAC DE NICOPOLIS RUE DE LA CREATION 83170 BRIGNOLES. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OTTAVIANI ET FILS
- ZAC DE NICOPOLIS RUE DE LA CREATION 83170 BRIGNOLES
- Code AIOT dans GUN : 0006413694
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non

La SARL OTTAVIANI & Fils est une entreprise familiale spécialisée dans le transport et la gestion des déchets. Elle exploite notamment une déchetterie industrielle et une installation de broyage/concassage/criblage de déchets non dangereux non inertes implantées sur la commune de Brignoles (83170) dans la ZAC de Brignoles située en bordure de la DN7 qui relie Brignoles à Flassans-sur-Issole. Ces activités relèvent du régime de l'enregistrement. L'établissement s'organise autour de 3 activités distinctes :

- La déchetterie professionnelle avec un quai de déchargement ;
- Le transit de déchets non inertes ;
- Le transit de déchets minéraux.

La zone de transit des déchets comprend un hangar d'exploitation de 1921 m² et une aire d'entreposage bétonnée de 2980 m².

Cette visite programmée avait pour objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 août 2021 suite à des constats de non conformité des installations relevées lors de l'inspection réalisée en date du 22 juin 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rétention des eaux susceptibles d'être polluées
- Surveillance des rejets aqueux, des poussières et du bruit
- Prévention des émissions de poussières
- Consignes d'exploitation
- Dispositifs de lutte contre l'incendie
- Recensement des zones susceptibles de présenter un risque

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagement réalisés (gestion des eaux du site)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	/	
Collecte et rejets des effluents liquides	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 26	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 35	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 39	/	
Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 58	/	
Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Arrêté préfectoral de mise en demeure	
Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Arrêté préfectoral de mise en demeure	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	/	
Bruit et vibration	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	/	
Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 37	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de vérifier si plusieurs prescriptions considérées comme importantes étaient désormais respectées, notamment:

- l'implantation d'un bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées (ruissellement sur les surfaces imperméabilisées et eaux d'extinction en cas d'incendie),
- le recensement des zones susceptibles de présenter des risques spécifiques,
- les dispositifs disponibles de lutte contre l'incendie,
- la rédaction de consignes spécifiques visant à anticiper certaines situations accidentelles.

Bien que nous ayons constaté qu'il reste un nombre important de non conformité non soldées à ce jour, force est de constater que l'exploitant se donne les moyens organisationnels et financiers pour satisfaire à ses obligations dans un proche délai. Les retards sont essentiellement liés au contexte sanitaire actuel qui allonge les délais d'approvisionnement en matériel. L'exploitant nous a indiqué être en mesure de solder l'ensemble des non conformités non résolues au jour de notre visite sous un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aménagement réalisés (gestion des eaux du site)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des eaux du site
Prescription contrôlée : 1- Présence du bassin de confinement de 850 m ³ des eaux susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées, eaux d'extinction incendie qui doit être relié au bassin dit d'infiltration : doit être imperméabilisé, équipé d'une vanne guillotine d'isolement avec le bassin d'infiltration dans les sols. 2- nombre de débourbeur/séparateurs d'hydrocarbures est de 3 alors que le dossier n'en prévoyait qu'un seul. 3- Mise à jour des plans des réseaux. 4- création de bassin de décantation munis de grille.
Constats : Nous avons constaté le jour de notre visite l'installation de 3 cuves en acier enterrées reliées entre elles. Elles sont situées en aval de 3 séparateur d'hydrocarbure/débourbeur. Une société intervenait pour terminer le remblaiement des cuves et installer un puisard dans lequel sera située une pompe de relevage commandée par une détection de niveau. La pompe dirigera les eaux traitées par les séparateurs vers un bassin d'infiltration dans les sols. En cas d'incident (pollution des voiries, incendie), la commande de la pompe de relevage sera condamnée.
Observations : L'exploitant nous a indiqué en séance que les travaux ont pris du retard à cause des délais d'acheminement du matériel et de la disponibilité des entreprises qui se sont allongés à cause de la situation sanitaire liée au COVID19. L'exploitant sera en mesure de nous adresser pour le 31/03/2022 l'ensemble des justificatifs et attestations de réception des ouvrages (capacité totale de rétention, plan, procédure d'isolement des réseaux, etc.).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Le bureau d'étude qui accompagne l'exploitant dans sa démarche au titre des ICPE nous a indiqué en séance que le recensement des zones à risques a été réalisé. Le plan général des zones et la signalisation sur site restent à faire. L'exploitant s'est engagé à nous transmettre les justificatifs de l'accomplissement de ces formalités pour le 31/03/2022 au plus tard.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : Le registre et le plan général des stockages n'est pas finalisé. L'exploitant s'est engagé à nous transmettre les justificatifs de l'accomplissement de ces formalités pour le 31/03/2022 au plus tard.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Le site est clôturé dans son ensemble. Il demeure seulement quelques endroits pour lesquels l'exploitant prévoit de remplacer des clôtures anciennes qui sont en mauvais état.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur..
Constats : L'exploitant doit nous transmettre le plan des moyens de lutte incendie indiquant par ailleurs la nature et la description des dangers pour chaque local. Délai: 31/01/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : L'exploitant a commencé la rédaction de différentes consignes (interdiction de feu, plan de prévention, conditions de stockage, mise en sécurité des installations, déversements accidentels, modalités et mise en œuvre du dispositif d'isolement des eaux internes, moyens d'extinction, procédure d'alerte, etc.) La plupart doivent être finalisées pour prendre en compte les derniers aménagement réalisés sur le site. Délai: 31/03/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Bruit et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : Une mesure de bruit a été réalisée le 08/09/2021. Les conclusions du rapport indiquent que: - les niveaux de bruit en limite de propriété sont inférieures à la valeur maxi de 70 dB (A) réglementaire. - Absence de tonalité marquée sur les spectres des 4 mesures réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Collecte et rejets des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux équipés de tuyauteries pour les autres effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les eaux résiduelles rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.
Constats : Pas de plan des ouvrages de collecte des effluents disponible. A fournir pour le 31/03/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée. Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Transmettre les consignes relatives à l'entretien des séparateur/débourbeur et mise en œuvre du dispositif d'isolement des réseaux.μ Délai: 31/03/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 37

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air

Prescription contrôlée :

« Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

« Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :

« - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;

« - brumisation ;

« - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.

« Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

« Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.

« Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

« Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières.

« Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre. »

Constats :

L'exploitant a installé 2 asperseurs au niveau de la zone de transit et concassage de matériaux inertes.

Une cuve aérienne a également été installée pour pouvoir raccorder les rampes d'aspersion des concasseurs mobiles qui interviennent à la demande de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. « Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. « Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. « Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. « Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. « La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. « Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. « Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : « - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; « - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière. »
Constats : L'exploitant nous a fourni en séance le rapport d'analyse du 23/11/2021 Le rapport n'est pas conclusif et ne permet pas de savoir si la valeur limite autorisée qui est de 30mg/Nm3 est respectée. Le rapport ne permet pas de positionner les points de prélèvement et d'identifier celui retenu pour déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »).
Observations : Transmission de la méthode de mesure identifiant le point de référence et la localisation des différents points de prélèvement. Délai: 31/03/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 58
Thème(s) : Produits chimiques, Emissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.
Constats : Les analyses ont été réalisées le 24/09/2021 (RAS) Débourbeur n°1: <ul style="list-style-type: none">- dépassement de la valeur DCO: 2200 mg/l au lieu de 2000 mg/l (seuil maxi)- pas de mesure du paramètre MEST dont le seuil maxi est fixé à 600mg/l- pas de mesure du paramètre pH dont le seuil maxi doit être compris entre 5,5 et 8,5 Débourbeur n°2 <ul style="list-style-type: none">- pas de mesure du paramètre MEST dont le seuil maxi est fixé à 600mg/l- pas de mesure du paramètre pH dont le seuil maxi doit être compris entre 5,5 et 8,5 Débourbeur n°3 Pas d'analyse La périodicité de contrôle semestrielle n'est pas respectée dans un premier temps.
Observations : Faire modifier la périodicité de contrôle qui doit être semestrielle dans un premier temps et inclure l'analyse des MEST et le pH
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : La consigne n'est pas finalisée. Délai de transmission: 31/03/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Produits chimiques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Pas de plan des réseaux de collecte des effluents Délai de transmission: 31/03/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites